

VILLE DE VILLEJUIF
DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE - ARRONDISSEMENT DE L'HAY-LES-ROSES

ARRETE DU MAIRE

OBJET : ARRÊTÉ PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET DE REPRESENTATION TEMPORAIRE A MONSIEUR THIERRY DUBOC A LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE MAIRE DE VILLEJUIF,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2, L. 2122-18 et L. 2122-25,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R*. 143-23, R*. 143-45 et R*. 143-46,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015/2512 modifié du 11 août 2015 créant les commissions communales de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et fixant leur composition et leurs attributions,

CONSIDÉRANT que la commission communale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique est présidée par le Maire, ou par son représentant,

CONSIDÉRANT qu'en égard à l'ampleur de ses fonctions, le Maire, s'il est dans l'impossibilité de présider ladite commission, a la possibilité de s'y faire représenter par un adjoint ou un conseiller municipal, qu'à ce titre il a désigné Madame Nadia REKRIS pour le représenter,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : En l'absence de Madame Nadia REKRIS, désigne Monsieur Thierry DUBOC, conseiller municipal délégué, pour représenter le Maire et présider la commission communale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 30 avril 2024.

Article 2 : Sous ma surveillance et ma responsabilité, il est donné délégation de signature temporaire à Monsieur Thierry DUBOC, conseiller municipal délégué, pour tous les actes en lien avec la commission à laquelle il aura participé.

Article 3 : La signature des actes et pièces relatifs aux domaines mentionnés dans l'article 2 du présent arrêté devra respecter le formalisme suivant :

**Pour le Maire et par délégation,
Thierry DUBOC
Conseiller municipal délégué
Président de la Commission Communale de Sécurité**

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun – sis 43 rue du Général de Gaule 77008 MELUN cedex – dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

Fait à Villejuif, le 26 AVR. 2024



Pierre GARZON
Maire
Président du Conseil Départemental du
Val-de-Marne